

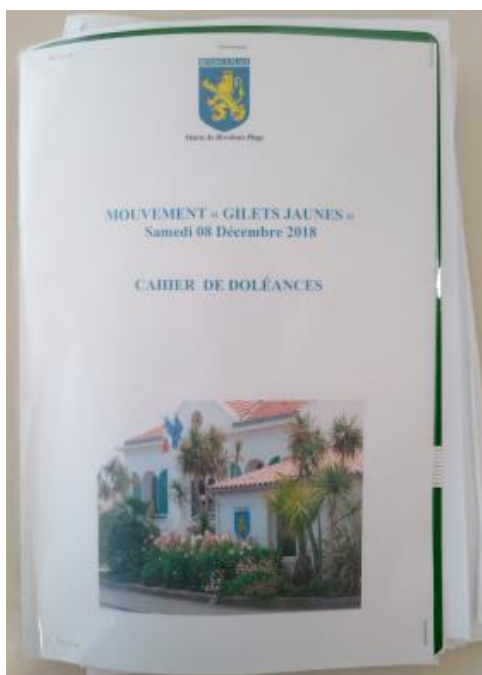
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024

Rivedoux-Plage

code INSEE : 17297

2 291 habitants

Communauté de communes de l'Île de Ré



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W286) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format à grands carreaux, 96 p.

Couverture avec les armoiries de la commune et une photo de la mairie.

Titre : Mouvement « Gilets jaunes ». Samedi 08 décembre 2018. Cahier de doléances.

Ouvert le 8 décembre 2018, clos le 20 février 2019.

4 colonnes (sens paysage) : N°, Nom Prénom, Doléance, Signature.

Bordereau d'envoi à la préfecture le 20 février « pour information » et « pour suite à donner ».

30 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

n°	Nom - Prénom	Doléance	Signature
		<p>de santé.</p> <p>4) un véritable service public (proximité accès...)</p> <p>5) formation gratuite de toutes personnes ne sachant pas utiliser l'informatique (peu les + de mauché)</p> <p>6) fiscalité</p> <ul style="list-style-type: none"> - création de 10 branches sur le cercle - rétablissement de l'ISF - TVA 0% sur les produits de première nécessité et l'alimentaire de base - augmentation de la TVA sur les produits de luxe et grosse voiture 	

Non Monsieur Macron, ce ne sont pas les radicaux qui sont dans la rue, ce ne sont pas les extrêmes, ce ne sont pas les voyous casseurs, mais bien le grand père et la grand-mère que vous étranglez. Non Monsieur Macron, ce ne sont pas un tel ou un tel de tel parti politique, mais bien, l'artisan que vous étranglez, l'agriculteur que vous poussez au suicide.

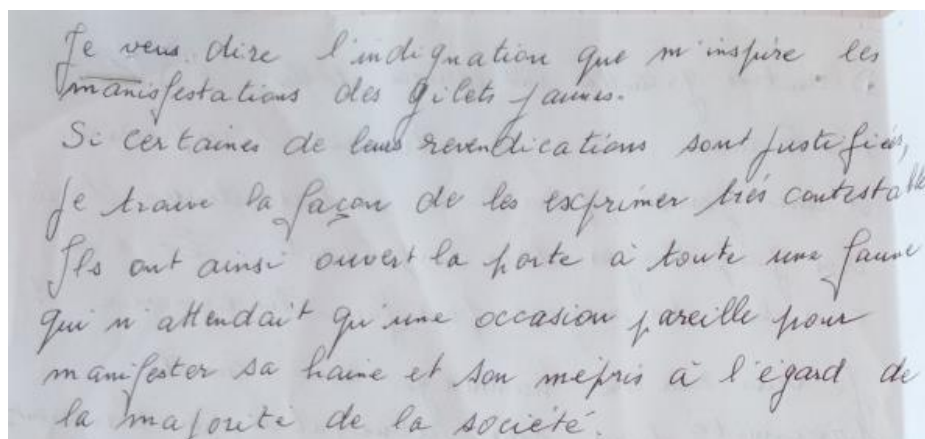
En face de vous, aujourd'hui, vous avez votre peuple, ce peuple que vous traitez de Gaulois avec un sourire narquois, ce peuple que vous méprisez. Ce peuple que vous ne daignez même pas rencontrer.

La hausse du carburant est la goutte d'eau qu'il ne fallait pas mettre pour que cela déborde;

DOLEANCES

1^{er} - RETRAITES

- indexation des retraites sur le coût de la vie et non une augmentation de 0,3% sur 2019 et 2020
- rétablissement de la 1/2 part des veuves car l'impôt sur le revenu représente 1 mois de retraite mais les frais (eau-EDF chauffage - assurance maison impôts fonciers et habitation) sont les mêmes que l'on soit 1 ou 2 dans une maison.



Je veux dire l'indignation que m'inspire les manifestations des gilets jaunes.
Si certaines de leurs revendications sont justifiées, je trouve la façon de les exprimer très contestable.
Ils ont ainsi ouvert la porte à toute une foule qui n'attendait qu'une occasion pareille pour manifester sa haine et son mépris à l'égard de la majorité de la société.

Le sentiment d'inégalité est partout :

- Est-il normal qu'il y ait autant de régime de retraite différents et qu'en dépit d'un âge légal on constate que certains partent ou beaucoup plus tôt ou beaucoup plus tard (moi le premier !!!) avec des avantages différents (public, privé, agriculteurs, EDF, SNCF, professions libérales à études longues, entrepreneurs...) et avec des montants de pensions très déséquilibrées ? Est-ce normal que notre classe politique bénéficie elle-même de certains avantages et ne soit pas alignée sur le même régime général ? Ou que d'autres n'ayant pas cotisé en France puissent avoir les mêmes possibilités financières que ceux qui y ont travaillé 40 ans ?

Conscient que vivre en société coûte extrêmement cher, je reste solidaire mais ne peux le rester que si je garde l'impression que ma « maigre » contribution financière est parfaitement utilisée pour le bien commun... Je m'interroge simplement, pour finir, sur le montant de la facture imputable aux manifestations et crains devoir encore contribuer davantage...

Si rien n'avance, un jour viendra où le sentiment d'inégalité finira peut-être par me pénétrer aussi ; Ce jour là, j'enfilerai un gilet jaune...

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 4 lignes, 35 mots (femme)

[Nom Prénom]

Remettre l'ISF pour les industries et autres. Remettre la loi sur les évasions fiscales. Baisser les taxes pour les PME. Je trouve dommage que nos pouvoirs politiques soient si décalés par rapport à la population. [Signature]

2. Manuscrit, 5 lignes, 33 mots (femme)

[Nom Prénom]

Plus de transparence sur les dépenses publiques et notamment sur les salaires de nos présidents, ministres, députés, sénateurs ; leurs retraites calculées comme celles des citoyens. Baisse de la TVA, des charges (PME-TPE). [Signature]

3. Manuscrit, 12 lignes, 97 mots (homme)

[NOM Prénom]

Dans un premier temps, augmentation du SMIC et déblocage des retraites ; il y a trop de gens dans l'urgence.

Un exemple parmi tant d'autres : ma sœur, 1200 e de retraite, 500 de loyer. Le week-end dernier, panne de voiture à Auzay, petit village de Vendée. Rien dans ce village, pas de boulangerie, de commerce ou de bus. FRIGO vide, pas mangé de dimanche, pas de cafés, moi à Pornic chez ma fille ; j'ai pu ramener des surgelés. Naturellement, pas d'argent pour réparer la voiture donc on va voir après. C'est ça la FRANCE d'aujourd'hui.

4. Manuscrit, 55 lignes, 315 mots (homme)

[NOM Prénom]

Ça ne peut plus durer ainsi.

Il faut changer de politique, de cap, modifier en profondeur les institutions.

1) Aucun salaire net ne doit être inférieur à ≈ 1450 € pour 35 h de travail hebdomadaire pour une personne seule (en dessous, on survit !!).

2) Il faut modifier en profondeur la Constitution. Création d'1 VI^e République avec :

* suppression du Sénat qui ne sert à rien et coûte un maximum (mener 1 train de sénateur !! à vie...);

* création d'1 Assemblée nationale qui fait son travail : proposition de lois, discussion effective avec des représentants présents (contrôle et transparence systématiques) ; établissement de la proportionnelle intégrale, création d'un groupe issu de la société civile (modalités à étudier) ;

* abandon des avantages exorbitants des ministres, députés, arrêt des doublons (mandat unique), abandon de leur retraite pharaonique à vie (ex : Edith Cresson, 1^{ère} ministre moins de 2 ans), Giscard d'Estaing qui fait entretenir son château aux frais du contribuable, etc., chauffeur, garde du corps...).

3) Nationalisation effective du système de santé : maison de retraite non privée, création des hôpitaux et maisons de santé de proximité. Véritable politique de santé.

4) Un véritable service public (proximité, accueil...).

5) Formation gratuite de t[ou]tes personnes ne sachant pas utiliser l'informatique (p[ou]r les =/= démarches).

6) Fiscalité :

- création de 14 tranches sur le revenu,
- rétablissement de l'ISF,
- TVA 0 % sur les produits de première nécessité, de l'alimentation de base,
- augmentation de la TVA sur les produits de luxe et "grosse voiture".

7) Une véritable politique environnementale :

- programme d'isolation des habitats vétustes (individuel, collectif, administratif),
- énergie propre (marémotrice, fluviale, solaire, éolien),
- ferroutage, transport par canaux,
- moteur à hydrogène.

8) Amélioration du système éducatif :

- création de postes d'enseignants (33 élèves par classe !?!).

Allez, je m'arrête là.

Merci de nous donner la parole.

[Signature]

5. Manuscrit, 5 lignes, 23 mots (femme)

[Nom Prénom] née [.....] 1928

Il faut du changement. Ne pas toucher aux retraites et augmenter un peu la mienne. Ne pas toucher à la réversion. [Signature]

6. Manuscrit, 16 lignes, 147 mots (femme)

[Nom Prénom] née le [.....] 1953

J'ai une toute petite retraite de 800 € et heureusement que j'ai pu obtenir un logement social mais les charges sont lourdes : EDF, eau ...les assurances.

Je ne peux pas me payer de mutuelle...

Il faut que ça change et qu'on aide les plus pauvres au lieu de laisser s'enrichir les plus aisés.

J'ai élevé seule mes 3 enfants et je pense à l'avenir pour eux et mes 11 petits-enfants. Je suis pour la défense de notre planète depuis très longtemps mais pour y arriver on doit aider ceux qui ne peuvent pas isoler leur logement, changer leur voiture diesel. Il faut qu'on se mette tous au "travail" pour changer nos modes de consommation.

Je pense que l'on pourrait déjà organiser plus d'échanges entre citoyens, des endroits où on peut venir réparer son matériel électrique ou vélo pour ne pas en racheter des neufs...

7. Manuscrit (majuscules), 5 lignes, 31 mots (homme)

[Nom Prénom]

EAU, ÉLECTRICITÉ, IMPÔTS, TAXES. QUE RESTE-T-IL POUR NOS FRANÇAIS ? À QUAND LES RÉDUCTIONS DU TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT, SANS POUR AUTANT PRIVER NOS CITOYENS DES SERVICES DE D'ÉTAT !

8. Manuscrit, 3 lignes, 23 mots

Le 8 janvier 2019.

Un pharaon (Thoutmosis 1^{er}) disait 2000 av. J.-C., je cite : « Quand l'écoute est bonne, la parole est bonne » À méditer. [P. Nom]

9. Manuscrit, 30 lignes, 256 mots (homme)

[NOM Prénom]

Il y a des pays ou cela va moins bien, mais ces "petites" choses sont vraiment à revoir. Comment peut-on sérieusement continuer à faire un hold-up sur les économies et les biens des personnes âgées dont celles atteintes d'Alzheimer, contraignant les familles à choisir entre garder ses malades à la maison au risque de s'épuiser ou s'endetter pour les confier à une EPHAD.

Pour mon cas, la retraite assurance sociale de mon père entre juillet 2012 et novembre 2018 est passée de 1056,06 euros à 1056,18 €, soit une "augmentation" de 12 centimes en plus de 6 ans. Dans le même temps, les organismes de santé ont augmenté annuellement et l'épargne a fondu du fait que les dépenses sont inférieures aux rentrées annuelles. Comble de cela, seule une partie des dépenses de vie est déductible du revenu, les personnes sont donc imposables, alors qu'elles dépensent plus que ce qu'elles gagnent.

Les taxes sont quelquefois injustes : je prends exemple sur la plus-value sur les reventes d'appartement : j'ai acheté il y a 25 ans et j'ai habité 20 ans en résidence principale un appartement. Revendu vide de toute occupation, une plus-value m'a été appliquée sur 5 années. Le mode de calcul de cette plus-value est très désavantageux car l'impôt prend le prix d'achat d'il y a 25ans et le soustrait du prix de vente d'aujourd'hui, sans tenir compte de l'augmentation du coût de la vie et de la dévaluation.

Il serait temps que les taxations légales deviennent plus humaines et tiennent compte des possibilités des citoyens. [Signature]

10. Manuscrit, 12 lignes, 74 mots (homme)

[NOM Prénom]

Il faut revoir la remise en place de l'ISF, baisse des taxes sur les carburants, surtout fioul et chauffage.

- Redonner de pouvoir d'achat aux retraités avec la baisse de la CSG, la revalorisation des retraites avec l'indexation sur le coût de la vie.
- Économiser par une baisse du nombre de fonctionnaires territoriaux et de leurs avantages, et aussi des élus du gouvernement.
- Urgent : tenir compte des citoyens par le RIC.

[Signature]

11. Manuscrit, 10 lignes, 70 mots

[NOM PRÉNOM]

Mettre en place le RIC avec éventuellement révocation d'élus. Limiter le nombre de députés et sénateurs. Aucun cumul de mandat.

Laisser le statut de veuve ou veuf au survivant, et leur [*manque un mot*] une tranche d'impôt spéciale. Réversion totale de la pension au conjoint survivant pour les sans retraite ou peu de retraite, exemple < 2000 € par mois, et indexer les retraites.

Création d'un minimum pour les étudiants.

[Signature]

12. Manuscrit, 90 lignes, 532 mots (homme)

[Nom Prénom]

Politique

- Casier judiciaire vierge pour se présenter aux élections.
- Limiter le nombre de députés (2 maxi par département).
- Limiter le nombre de sénateurs (1 par département largement suffisant vu le rôle négligeable de cette assemblée qui coûte très cher aux contribuables).
- Tous les salaires, primes... perçus par les hommes politiques doivent être imposés.
- Limiter le nombre de ministres à 10 et diminuer fortement le nombre de conseillers et hauts fonctionnaires.
- Diminuer le train de vie de l'Élysée et ministères.
- Supprimer tous les avantages indécents perçus par les hommes politiques (ex : funérailles des sénateurs, de leur femme et de leurs enfants payées par le contribuable). Pas de chômage pour les non-réélus et retraite pleine pour 1 mandat).
- Baisser de 20 % les rémunérations de + de 15 000 € de tous les hauts fonctionnaires.
- Simplifier le "millefeuille" politique : commune, communauté de communes, département, région, territoires, et supprimer une grande quantité d'élus.

Fiscalité

- Taxes les grandes fortunes françaises ayant plus de 100 millions d'euros de capital telles Bettencourt, ARNAULT, BOLLORÉ et la famille PINAULT dont le capital est estimé à 27 milliards d'euros, proprement scandaleux.
- Imposer les œuvres d'art (refuge de toutes les grandes fortunes), les yachts de plus de 20 mètres, les chevaux de course...
- Imposer toutes les multinationales exerçant en France et ne payant pratiquement pas d'impôt. Revoir la réglementation européenne pour uniformiser la fiscalité et supprimer les paradis fiscaux européens (Irlande, Luxembourg...).
- Arrêter les doubles impositions, CSG non déductibles.

Immigration

- Référendum : « La France, surendettée, doit elle continuer à accueillir des immigrants ? »
- Arrêt de toutes les allocations publiques aux étrangers. Les personnes acceptant les étrangers en France pourront toujours les financer à titre privé.
- Arrêt des doubles nationalités et du droit du sol. Fermeture mosquées salafistes.

Emploi

- Faciliter le licenciement pour raison économique pour favoriser l'embauche.
- Limiter dans le temps les indemnités chômage et les plafonner à 5 000 €/mois.
- Multiplier les formations dans les domaines qui offrent de l'emploi (service à la personne, restauration, santé, chaudronnerie...).
- Former plus de médecins (manque de médecins dans la 5^e puissance mondiale, pathétique !).
- Augmenter salaire de tous les enseignants.

- Salaires indexés sur l'inflation.

Retraite

- Âge de la retraite : 62 ans pour tous, plus tôt pour métiers pénibles physiquement (maçons couvreur, pompiers...).
- Uniformiser les retraites (calcul, âge de la retraite).

Automobiliste

- Arrêter de "matraquer" les automobilistes, véritables vaches à lait.
- Les taxes sur les carburants doivent être fixes et non en pourcentage, le prix du carburant ne changerait qu'avec le prix du pétrole.
- Entretien correctement les routes qui sont dans un état déplorable ; supprimer les points accidentogènes.
- Revenir sur le 80 km/h qui ne règle pas la mortalité mais permet d'engranger encore plus d'argent par l'État. Pas plus de radars (fabriqués par les copains) et utiliser l'argent à l'entretien des routes.
- Renationaliser les autoroutes (tant pis pour Minc, Messieurs...).

Europe

- Uniformiser les règles : finances, SMIC, charges sociales, droit du travail...

Justice

- Les juges doivent être responsables de leurs décisions.
- ↑↓ des remises de peine.

[Signature]

13. Manuscrit, 2 lignes, 10 mots (homme)

[Prénom Nom]

1/ RE-INDEXATION des retraites sur l'inflation.

2/ SUPPRESSION des NICHES FISCALES.

14. Dactylographié (1 page), 38 lignes, 448 mots (femme)

[tampon courrier arrivée 26 NOV 2018]

Messieurs les élus, c'est votre peuple qui écrit au président !!!!

Non, Monsieur Macron, ce ne sont pas les radicaux qui sont dans la rue, ce ne sont pas les extrêmes, ce ne sont pas les voyous casseurs, mais bien le grand père et la grand-mère que vous étranglez.

Non, Monsieur Macron, ce ne sont pas un tel ou un tel de tel parti politique, mais bien l'artisan que vous étranglez, l'agriculteur que vous poussez au suicide.

En face de vous, aujourd'hui, vous avez votre peuple, ce peuple que vous traitez de Gaulois avec un sourire narquois, ce peuple que vous méprisez. Ce peuple que vous ne daignez même pas rencontrer.

La hausse du carburant est la goutte d'eau qu'il ne fallait pas mettre pour que cela déborde.

Regardez, Monsieur Macron, regardez du haut de votre hauteur, les petites fourmis qui vous font vivre. Votre entêtement à ne pas vouloir "écouter" et entendre ces cris de désespoir que vous avez engendrés.

Je vous demande, au nom de ces gens que vous avez mis en colère, de bien vouloir revoir votre façon de mener un pays qui ressemble de plus en plus à une oligarchie et non à une démocratie.

Je suis d'une génération ni jeune ni âgée, mais je suis [de] ceux qui ont travaillé, qui ont cru en l'État. Et voilà à présent un État qui privilégie de favoriser les entreprises qui fuient dans les pays de l'Est, ou en Chine. L'État qui fait une réforme de l'ISF et qui diminue les APL, alors que beaucoup de jeunes couples ne peuvent pas se loger. L'État qui donne aux privilégiés et qui paupérise les actifs, les petites mains. Si encore, on pouvait se dire que vos lois, vos actions vont vraiment aider le monde. Mais non !!!!! Autour de nous, pas une journée sans que l'un de vos collaborateurs, de vos énarques, ne soient mis en examen pour fraude. Justement, parlons-en de cette loi sur les fraudes fiscales, et l'évasion fiscale. Quelles sont les décisions de votre gouvernement ? Et parallèlement, pouvez-vous préciser où en est la pension de réversion des veuves?

J'aimerais vous voir vivre, Monsieur Macron, avec 1000 ou même 2000 euros par mois.

Regardez autour de vous, nous sommes des Gaulois, oui. Mais des Gaulois qui se veulent libres.

Nous ne voulons pas de votre aumône, mais vraiment la possibilité de vivre de notre travail. Nous voulons la possibilité de vivre correctement de notre retraite également, que nous avons bien méritée, non ?

Nous voulons, la possibilité de vivre et non de survivre.... Recevez-nous, mais pas d'une façon de politicard qui étale sa science, mais bien comme un humain qui écoute nos doléances.

[nom dactylographié barré et ajout manuscrit :] Les Gilets jaunes

[NOM PRÉNOM]

[Téléphone]

15. Manuscrit (collé), 13 lignes, 64 mots

- * Associations à contrôler financièrement.
 - Casier judiciaire du représentant.
- * Prime de Noël = fête chrétienne. Les musulmans ont-ils droit à cette prime ?
 - Casier judiciaire avant donner cette prime.
- * Pension invalidité : suppression de l'impôt dessus, revalorisation.
- * Allocations : contrôle casier judiciaire avant attribution.
- * Urssaf : sur les entreprises ; installer un barème en fonction du chiffre d'affaires.

16. Manuscrit (feuille A4 pliée, 2 pages A5 écrites), 27 lignes, 140 mots (femme)

[NOM PRÉNOM]

[Adresse]

DOLÉANCES

1°) RETRAITES

- Indexation des retraites sur le coût de la vie et non une aumône de 0,3 %, sur 2019 et 2020.
- Rétablissement de la 1/2 part des veuves car l'impôt sur le revenu représente 1 mois de retraite mais les frais (eau, EDF, chauffage, assurance maison, impôts fonciers et habitation) sont les mêmes que l'on soit 1 ou 2 dans une maison.

2°) SALAIRE

- Pour le SMIG, augmenter en pourcentage le revenu et par tranche pour les revenus au-dessus.

- De plus supprimer la moitié des députés qui coûtent un max (frais annexes) et qui diminueraient considérablement les dépenses de l'État.

LES CARBURANTS

- Supprimer toutes ces taxes qui ne sont qu'un moyen de récupérer de l'argent sur le dos des automobilistes. L'écologie a bon dos !!!!

ARRÊTER DE NOUS PRENDRE POUR DES BENÊTS

17. Dactylographié (1 page recto-verso), 38 lignes, 527 mots (homme)

[tampon courrier arrivée 02 JAN 2019]

Cahier de doléances.

Objectifs qui à ce jour ne sont pas remplis de façon correcte par l'État de mon point de vue :

- Assurer un niveau de vie à tout citoyen français lui permettant de se nourrir, de se loger, de s'habiller et de se chauffer de façon décente.
- Assurer un niveau de service public (santé, sécurité, transport en commun, justice, enseignement) équitablement réparti sur tout le territoire.
- Assurer un niveau de vie des personnes âgées compatible avec le coût de leur maintien à domicile ou de leur séjour en EHPAD si nécessaire.
- Assurer la prise en compte de handicap(s) dans le maintien d'un niveau de vie décent, en prenant en compte à ce titre l'employabilité des personnes concernées.
- Au sein de la société française, limiter les revenus maximum (y compris ceux des hauts fonctionnaires) à ceux du chef de l'État en considérant que c'est lui qui exerce la responsabilité maximale au sein de la société dans l'état actuel de la législation, et qu'il exerce du fait de son élection au suffrage universel un rôle de représentativité de la nation.
- Limiter les écarts de revenus au sein d'une même entreprise : 1 à 5 pour une entreprise de moins de 50 salariés, 1 à 10 pour une entreprise de moins de 500 salariés, 1 à 20 au-delà. Justification : aucun écart de prise de responsabilité ou de risque ne peut justifier un écart supérieur.
- Faire siéger au conseil d'administration des entreprises des représentants des salariés avec pouvoir décisionnel à parité avec les dirigeants désignés par les actionnaires. En effet, les décisions des conseils d'administration concernent en tout premier lieu les salariés de celles-ci. Et dans ce cadre, il sera sans doute nécessaire de revoir les conditions dans lesquelles un syndicat est considéré comme représentatif.
- Rédiger les textes de lois dans un langage compréhensible avec le niveau minimum de connaissances requis au niveau de la scolarité, nul n'étant censé ignorer la loi.
- Veiller à la parution des décrets d'application des lois dans un délai raisonnable (maximum 3 à 6 mois) et à ce que ces décrets soient effectivement conformes au texte de la loi.
- Faire réaliser les contrôles de sécurité et de qualité par des organismes réellement indépendants des sociétés sur lesquelles s'exerce ce contrôle. Actuellement, ce sont les sociétés contrôlées qui rémunèrent les sociétés réalisant ces contrôles (par exemple pour répondre aux normes ISO).
- Favoriser la réparation des matériels (véhicules, électro-ménager...) tant que le coût pour cette réparation et l'utilisation du produit, en matière de production de gaz à effet de serre, reste inférieur à la production et à l'utilisation du matériel équivalent neuf.
- Favoriser les transports les moins consommateurs d'énergie et les moins émetteurs de produits polluants (rail par rapport à la route, maritime par rapport à l'aérien).

- Limiter aux seuls véhicules de secours et des forces de l'ordre l'autorisation à la vente de véhicules neufs pouvant atteindre une vitesse supérieure de 10 % à la vitesse maximale autorisée sur autoroute.

- Assurer des ressources suffisantes aux moyens publics d'information pour leur permettre de garantir leur indépendance et la qualité de leurs prestations.

Le 02.01.2019

[Prénom NOM, Adresse]

[Signature]

18. Manuscrit (1 page recto-verso agrafée), 40 lignes, 274 mots (homme)

Je veux dire l'indignation que m'inspirent les manifestations des Gilets jaunes.

Si certaines de leurs revendications sont justifiées, je trouve la façon de les exprimer très contestable.

Ils ont ainsi ouvert la porte à toute une faune qui n'attendait qu'une occasion pareille pour manifester sa haine et son mépris à l'égard de la majorité de la société.

Mesdames, Messieurs les Gilets jaunes, n'aviez pas pensé qu'en mobilisant ainsi les forces de l'ordre pour sécuriser vos manifestations, vous les détourniez d'autres tâches. Le résultat ne s'est pas fait attendre : "l'attentat de Strasbourg".

Vous voulez que l'on vous distribue plus de richesses, mais avant de la distribuer, il faut la créer. Ce n'est pas en bloquant l'économie à un moment aussi crucial de l'année, que l'on va y arriver.

Par contre, je vous rejoins lorsque vous demandez une meilleure répartition de cette richesse. Sans augmenter la masse salariale, il serait sans doute possible d'augmenter les bas salaires en écrêtant les plus hauts.

Je me pose aussi la question : pourquoi a-t-on privilégié autant le TVG et délaissé le réseau secondaire. Le remplacer en mettant des bus sur les routes déjà surchargées ne me paraît pas un choix judicieux pour les économies d'énergie.

D'autres grandes entreprises, telles EDF, Air France, etc. me donnent l'impression d'une gestion pour le moins hasardeuse, d'où des gaspillages très importants. Et l'on cherche des moyens pour faire des économies...!

Je veux rendre hommage aux élus de proximité pour leur abnégation, leur dévouement.

Je serais encore plus satisfait s'ils pouvaient réduire l'empilement des structures qui s'amoncellent autour de nous (soi-disant pour nous simplifier la vie).

Voici quelques impressions d'un humble citoyen.

[Prénom NOM, Adresse]

19. Dactylographié (1 page agrafée), 24 lignes, 225 mots

Propositions faites dans le cadre de la consultation citoyenne

En matière d'imposition :

Impôt sur le revenu :

- Mise en place d'un système d'imposition équitable et proportionnel au revenu.
- Multiplier les tranches d'imposition par trois afin de s'approcher le plus possible de la réalité économique

- Tout Français se doit de payer de l'impôt, ne serait-ce qu'un euro, car tout le monde bénéficie des services publics (gendarmerie, police, hôpitaux, etc.). Payer l'impôt est un geste qui montre son appartenance à la nation.

Rétablissement de l'ISF sur les biens mobiliers.

Mise en place d'un taux unique au niveau de la CSG (ACTIFS et RETRAITÉS).

Divers

Les dépenses assurées autrefois par l'État et prises en charge par les collectivités locales doivent être compensées au centime près.

Indexation des salaires et pensions au taux de l'inflation.

Mise en place du RIC afin de favoriser les consultations populaires sur les sujets importants et que chaque citoyen se sente davantage intégré à la nation.

Suppression du Conseil économique et social.

Lors des appels d'offres : privilégier les entreprises françaises.

Réduction du nombre de députés et de sénateurs.

Réduction du train de vie de l'État.

Réduction des strates administratives.

Maintien des hôpitaux, écoles et services publics de proximité.

Suppression du financement des partis politiques lors des campagnes électorales.

Développer le taux d'encadrement dans les crèches et dans les EHPAD.

20. Dactylographié (4 pages), 93 lignes, 1646 mots (homme)

Monsieur le Président,

Je fais partie de cette France privilégiée et n'ai donc pas à me plaindre. J'ai la chance, de part mon statut, d'avoir pu bénéficier d'une retraite à l'âge de 45 ans (officier de carrière dans l'armée de terre). J'ai simplement voulu écrire pour faire part de mon point de vue et mettre en avant quelques unes de mes interrogations et incompréhensions.

Pourquoi les Gilets jaunes ? Pourquoi cette France en colère qui ne se reconnaît plus dans ses institutions ? Pourquoi cette France qui demande toujours plus sans estimer devoir en échange ? Pourquoi cette France qui a en permanence ce sentiment d'inégalité ? Probablement parce que notre élite politique n'a pas, et ce depuis une quarantaine d'années, su, pu ou voulu traiter les différents défis qui se présentaient à elle. Nous avons tenté alternativement des gouvernements de droite, de gauche, du centre pour, à la fin, toujours ce même sentiment d'impuissance qui favorise progressivement la montée des extrêmes et catalyse toujours davantage cette France en colère qui s'exprime aujourd'hui dans la rue.

Le sentiment d'inégalité est partout :

Est-il normal qu'il y ait autant de régimes de retraite différents et qu'en dépit d'un âge légal on constate que certains partent ou beaucoup plus tôt ou beaucoup plus tard (moi le premier !!) avec des avantages différents (public, privé, agriculteurs, EDF, SNCF, professions libérales à études longues, entrepreneurs...) et avec des montants de pensions très déséquilibrés ? Est-ce normal que notre classe politique bénéficie elle-même de certains avantages et ne soit pas alignée sur le même régime général ? Ou que d'autres n'ayant pas cotisé en France puissent avoir les mêmes possibilités financières que ceux qui y ont travaillé 40 ans ?

Est-il normal que bien des Français aient le sentiment d'un décalage permanent entre eux et leur classe politique qui donne l'impression (même si ce n'est parfois qu'une impression) de s'auto-protéger et de bénéficier d'avantages substantiels (frais de représentation, avantages nature, régimes particuliers...) ? Ceci sans suffisamment communiquer ou en l'absence contestable de transparence et de lisibilité ? Je ne citerai sur ce sujet que l'affaire Benalla puisqu'elle est d'actualité !!! Sentiment, même faussé, que les efforts demandés aux citoyens ne sont jamais demandés à la classe dirigeante qui use et abuse parfois des fastes de la vie parisienne sans aucun scrupule ?

Est-il normal qu'il y ait si peu de différences entre le fait de travailler et celui de rester chez soi à bénéficier des aides de l'État ? Au point que certains ne veulent surtout pas se lever le matin car ils perdraient ainsi tout ou partie de leurs différents avantages ou que d'autres ne font plus la différence entre le mot salaire et le mot aide ? Ou que d'autres encore, à l'inverse, se demandent pourquoi toujours faire des efforts pour être et rester un honorable citoyen que l'on sanctionne ou que l'on ponctionne à la première occasion ? Je ne citerai que la limitation de vitesse à 80 km/h vécue davantage comme un moyen pour l'État de récupérer de l'argent que comme une avancée significative pour réduire le nombre d'accidents, et l'épisode de la hausse des carburants..., origine du soulèvement populaire qui a donné l'impression, comme toujours, d'être encore pris pour des c... ou des vaches à lait ? Concernant le travail, peut-être faudrait-il donner plus à certains (ceux qui travaillent) et moins à d'autres (ceux qui ne travaillent pas) pour donner envie « à d'autres de devenir certains » ?

Est-ce normal de défendre le soi-disant repos dominical (qui ne bénéficie finalement qu'à une minorité...) quand tant de gens travaillent le dimanche et que dans certains métiers (police, gendarmerie, armée, hôpitaux...) on croule sous les heures supplémentaires non payées et les jours de congés qu'on ne sait pas très bien quand on pourra en bénéficier ? De même que dans certaines entreprises plus ou moins étatisées on éprouve toutes les difficultés à faire simplement travailler certains ouvriers protégés par des statuts favorables et des syndicats dépassés qui ne représentent aujourd'hui qu'une minorité capable malgré tout de neutraliser le pays ? Est-ce par ailleurs normal de trouver plus facilement du travail sur le Bon Coin qu'à l'ANPE ? Et même s'il ne suffit pas d'aller simplement sur le trottoir d'en face ?

Est-il normal de déresponsabiliser la société en lui proposant toujours plus de services gratuits (tiers payant dans le médical par exemple mais pas seulement) favorisant ainsi le gaspillage et l'abus (médicaments, cures thermales, services d'urgence surchargés et dépassés par un nombre sans cesse croissant de cas inappropriés...) et donnant l'impression générale que tout cela est gratuit et n'est finalement payé par personne ? Ne pourrait-on pas imposer, en expliquant de manière civique, un travail minimum (au profit des communes par exemple) à ceux à qui l'on verse des aides sans travailler et qui avec le temps finissent par trouver ça toujours plus normal voire insuffisant ? Peut-être faudrait-il simplement mieux expliquer ce que l'on offre collectivement, le faire de manière plus ciblée et mieux contrôlée sans omettre de plus sanctionner les dérives ? Peut-être que plus simplement, à force de donner toujours plus d'État, on finit par oublier de le respecter ?

Est-il normal de déresponsabiliser les parents en leur faisant penser que c'est à l'école ou aux autres d'éduquer leurs enfants ? À titre anecdotique, le mois de septembre est le mois pendant lequel les grands magasins vendent le plus de matériels audio et informatique (télévision, portables, ordinateurs et tablettes...) grâce aux primes de rentrée scolaire destinées théoriquement à parfaire l'éducation des enfants !!! École qui n'a d'ailleurs même plus les moyens de se faire entendre ou respecter (prérogatives des chefs d'établissements et des professeurs, abaissement du niveau des examens, abandon des matières dites éducatives au profit de matières favorisant le libre arbitre ou l'éveil personnel, oubli progressif des notes, sanctions et devoirs à la maison vécus de manières trop fatigantes et traumatisantes, classes surchargées par des élèves mal orientés au nom de l'égalité et de la vision péjorative des métiers manuels, universités surchargées par un nombre sans cesse croissant d'étudiants à l'avenir professionnel très aléatoire et discutable...). C'est ainsi normal de

fabriquer des générations de futurs adultes qui oublient progressivement le sens des mots devoir ou travail et finissent dans la rue à jeter des projectiles sur les agents du service public... ou demandent toujours davantage de choses à la société qui les protège ? Comment seront leurs enfants ?

Est-ce par là même normal que dans certains quartiers devenus pratiquement des zones de non-droit, les forces de l'ordre ou les pompiers venus pour secourir n'osent même plus s'aventurer par crainte de se faire molester ou à cause de consignes leur laissant entendre qu'il ne faut pas risquer d'enflammer la situation et éviter l'embrasement ? Quelles sanctions (y compris financières, suppression des aides par exemple) sont réellement prises à l'égard de ces contrevenants et après combien de délits ? Alors qu'un policier dépassé fait l'objet de toutes les attentions médiatiques au moindre petit dérapage ?

Est-il normal que le mot laïcité soit entouré d'autant d'incompréhension en France ? Pourquoi autant de règles sont jugées si différentes et donnent l'impression de ne pas être appliquées avec la même rigueur qu'il s'agisse de telle ou de telle communauté ? La fracture dans notre société est bien réelle sur cette question et semble ne passionner l'élite politique qu'aux moments des grands rendez-vous électoraux. Pourquoi la montée des extrêmes ? que notre société juge comme une honte et que notre classe politique qui ne veut pas faire d'amalgame, peine à mesurer les enjeux en expliquant après chaque élection qu'elle « a bien compris le message des Français » et qu'après quelque temps il ne se passe plus rien ?

Est-ce normal que l'impôt soit jugé trop lourd et trop compliqué en France (combien de taxes différentes ? Combien de charges pour les PME ? Combien de normes sur lesquelles devoir s'aligner et en plus en payant ?) et qu'au lieu de commencer par le simplifier l'État a choisi de rajouter « un étage à la fusée » : le prélèvement à la source ? Même fausse, l'impression laissée par cette modification sera encore vécue comme une inégalité pour celui qui paie, c'est-à-dire pour celui qui travaille ou a travaillé dans le passé. De même, est-ce normal que l'on puisse échapper à l'impôt lorsque l'on place ses capitaux à l'étranger (patrons de grandes entreprises installées en France...), que l'on bénéficie des régimes particuliers (journalistes ou hommes politiques dont une partie des émoluments ne sont pas imposables...), que l'on soit une personnalité française censée incarner la France et installée dans les pays limitrophes ou lointains (chanteurs, acteurs, sportifs de haut niveau...) ou qu'il puisse encore exister sur le territoire national des paradis fiscaux (Saint-Barthélemy par exemple...) ?

Voici juste quelques réflexions personnelles... Il y en aurait beaucoup d'autres. Je le répète, je suis un privilégié mais un privilégié qui a tout de même l'impression de devoir toujours plus... Plus d'impôts et de contributions sociales, plus de taxes (contrairement à la tendance, ma taxe d'habitation a augmenté cette année de presque 100 euros et j'apprends actuellement qu'elle ne sera pas supprimée à 20 % de la population dont je fais bien évidemment partie – encore un sentiment d'inégalité qui s'installe sournoisement). Par ailleurs, je n'ai pas franchement le sentiment d'avoir un pouvoir d'achat qui augmente et ce contrairement aux annonces politico-publicitaires faites fréquemment...

Conscient que vivre en société coûte extrêmement cher, je reste solidaire mais ne peux le rester que si je garde l'impression que ma « maigre » contribution financière est parfaitement utilisée pour le bien commun... Je m'interroge simplement, pour finir, sur le montant de la facture imputable aux manifestations et crains devoir encore contribuer davantage...

Si rien n'avance, un jour viendra où le sentiment d'inégalité finira peut-être par me pénétrer aussi. Ce jour-là, j'enfilerai un gilet jaune...

[P. NOM]

Rivedoux-Plage

[Signature et paraphe sur chaque page]

21. Dactylographié (1 page recto-verso), 44 lignes, 480 mots (homme)

[Prénom NOM, Adresse, Mail, Téléphone]

9 janvier 2019

À Monsieur le Maire de Rivedoux-Plage,
Cher Patrice,

Suite au mouvement des « Gilets jaunes » et du Grand débat national, je sou mets ces 8 propositions :

1. Tarif heures creuses EDF

Il serait souhaitable que le tarif économie entre 13 heures et 15 heures soit rétabli (et non 15 h - 17 h actuellement) car il permet de faire fonctionner à un prix réduit le four, le lave-vaisselle et surtout le lave-linge ; le linge sèche ainsi dans l'après-midi.

2. Train de vie de l'État

Il serait plus économique pour les citoyens de supprimer la haie d'honneur des nombreux gardes républicains notamment à l'arrivée du président de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Les salaires de 10 000 € par mois de certains hauts fonctionnaires diminués de moitié !

3. Réduction du nombre des parlementaires et modification de la composition du Sénat

Il faut réduire leur nombre et modifier la composition du Sénat par des experts indépendants et des citoyens tirés au sort.

4. Réduction des avantages des ex-présidents de la République

Après 4 ans de la fin de leur présidence, les ex-présidents devraient voir supprimés leur garde rapprochée personnelle et de leur domicile, leur bureau et leur domicile de fonction.

5. Donation aux petits-enfants

L'abattement fiscal est actuellement de 31 865 € ; il faudrait le porter à 50 000 € pour permettre à ceux-ci de payer leurs études et/ou de s'acheter une voiture pour aller travailler et ceci sans affecter la réserve légale des enfants dans la succession de leurs parents.

6. Taxe foncière

Elle devrait être assise sur la valeur réelle du marché immobilier local. Par une péréquation, la moitié ou plus de cette taxe devrait être partagée entre les communes riches et les communes pauvres. Cf la faible imposition des Parisiens.

7. Révision des valeurs cadastrales

Pour l'assiette de la taxe foncière, il faudrait qu'elle soit calculée sur la superficie réelle et effective des surfaces immobilières. De nombreuses pièces après le permis de construire sont non déclarées telles que des garages, des caves, des abris et hangars, etc., souvent transformées en habitation ou local professionnel !

À mon avis il faudrait imposer une déclaration sur l'honneur des propriétaires, des contrôles devraient être effectués par des fonctionnaires et de lourdes sanctions financières imposées en cas de fausse déclaration.

L'augmentation de la différence de cet impôt foncier devrait être étalée sur une période de quatre ou cinq ans.

8. Effets de seuil

Il faudrait que le montant des aides sociales, taxes ou impôts ne soit pas fixé avec des sommes fixes, par exemple pas de CSG pour les retraités touchant moins de 2000 € par mois ; celui qui touche 10 € de plus la paye ! C'est une injustice ! Il faudrait fixer un échelonnement des différentes valeurs retenues ou des revenus.

Permettez-moi, Monsieur le Maire, cher Patrice, de vous exprimer mes respectueuses et bien cordiales salutations.

[Signature]

[Prénom NOM]

22. Manuscrit (1 page collée), 7 lignes, 41 mots (homme)

Rivedoux-Plage, le 11 janvier 2019

Monsieur [Nom Prénom, Adresse]

1. Réduction notable du nombre de députés.
2. Réduction sensible du nombre de sénateurs.
3. Arrêt des privilèges aux anciens présidents de la République (4 actuellement).
4. Rétablissement de l'ISF.
5. Peut être voir si la représentation nationale est toujours légitime.

[Signature]

23. Dactylographié collé, 10 lignes, 81 mots

- Mise en place du RIC et d'une assemblée citoyenne.
- Baisse des taxes et impôts et TVA à 0 % sur les produits de 1^{ère} nécessité.
- Augmentation du SMIC.
- Augmentation du point d'indice des fonctionnaires.
- Impôt sur le revenu progressif (plus de tranches).
- Rétablir la qualité des services publics.
- Création de taxes pour les gros pollueurs.
- Ne pas toucher à la pension de réversion.
- Rétablir l'ISF.
- Fin des indemnités présidentielles à vie et suppression des privilèges des membres du gouvernement.

GILET JAUNE

24. Dactylographié collé, 17 lignes, 160 mots (homme)

Diminution du train de vie de l'État.

Suppression de 30 % du nombre de sénateurs.

Suppression de 30 % du nombre de députés.

Diminution des salaires et avantages divers des sénateurs, députés, hauts fonctionnaires.

Réduction des excès salariaux.

Réduction des avantages aux ex-présidents de la République.

Lutte contre la fraude fiscale et sociale.

Tous salaires et profits réalisés en France doivent être soumis à la fiscalité française.

Réforme de la fiscalité : égalité, justice, transparence.

Réforme des retraites : égalité public/privé avec indexation sur le coût de la vie.

Donner du pouvoir à la Cour des comptes.

Investir dans l'éducation : crèches, écoles, universités.

Favoriser l'investissement productif d'emplois dans les entreprises françaises : PEA/PEA-PME.

Favoriser les transmissions d'entreprises, de commerces.

Transition écologique : procédés et produits de remplacement : solaire, éolien, hydrogène.

Décentralisation des services publics : maisons de santé, points relais, mairies.

Toutes ces mesures pour améliorer le pouvoir d'achat des Français et réduire la dette de la France.

[Prénom NOM]

25. Dactylographié (4 pages dont 3 pages de pièces jointes), 23 lignes, 208 mots (collectif)

NOS DEMANDES SONT LES SUIVANTES (demandes établies par les référents du collectif de TONNAY-CHARENTE, admises par tous les référents de la Charente-Maritime) :

- Remettre en place l'ISF.
- Retour de la taxation sur les dividendes des actions boursières.
- Diminuer d'au moins 30 % les salaires du président, des ministres, des sénateurs et députés, secrétaires d'État.
- Tous les hauts fonctionnaires bénéficieront des mêmes régimes de retraite que tous les citoyens français.
- Baisse des TVA pour les produits et services français.
- Baisse de la CSG.
- Augmentation du SMIC.
- Augmentation des retraites.
- Plus de moyens pour l'enseignement, la police, la gendarmerie, les hôpitaux, les EHPAD.
- Diminuer les charges patronales et salariales pour les PME et TPE.
- Créer une loi donnant la possibilité aux citoyens non élus d'avoir un référendum dès lors qu'un nombre suffisant de signatures est obtenu sur des pétitions.
- Diminuer le tarif de l'eau, l'électricité, du gaz et des carburants.
- Proposer de nouveaux moyens pour nous permettre d'accéder à la transition écologique.
- Taxation obligatoire sur le kérosène et fuel lourd pour les bateaux (hors marins pêcheurs).
- Augmentation des taxes sur les engrais et pesticides.
- Plus d'aide pour les producteurs locaux et les agriculteurs bio.

[En pièce jointe le « Discours créé par les référents du collectif de Tonnay-Charente, le 22 novembre 2018, admis par tous les référents de la Charente-Maritime ». Voir la transcription de ce texte en ligne ici : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/tracts-gilets-jaunes/>]

26. Manuscrit (3 pages collées, photocopie d'une pétition, sans doute lors d'une manifestation), 55 lignes, 380 mots (23 contributeurs)

L'homme apprend sans cesse. Il teste. Le système communiste n'a pas fait ses preuves. Il ne rend pas heureux les peuples. Le système capitaliste non plus. Il fabrique des illusions, des succédanés de bonheur. Il trompe énormément et se trompe souvent. Le peuple est donc conscient de ses limites, de son château de cartes. Le système capitaliste actuel est un système pyramidal qui n'est plus

Cahier de Rivedoux-Plage

d'actualité. En période de transition, il y a la nécessité d'un nouveau projet commun qui replace l'humain dans son environnement.

Quel nouveau monde voulons-nous ? [Signature]

* "Ma colère, oh non ! Y a trop de choses à dire », une dame.

Un autre ; « Ça fait 44 ans qu'on a pas eu de mouvement valable, Giscard d'Estaing, le choc pétrole de 1974 ! » À son sens, 1^{ère} apparition du pouvoir des lobbies.

RAS LE BOL. TROP DE TAXES. [Signature]

Tout simplement scandaleux.

« Beaucoup se sentent privilégiés mais signent ».

Tout est à revoir. Que l'argent aille où il doit aller, pas dans les poches des députés, sénateurs.

« Les charges de ce pays, pour les sociétés, c'est bien trop aussi » [Signature]

Ne touchez aux retraites. Non aux taxes. [Signature]

Des bouffons !..

Rappel juillet 1789, eh oui. [Signature]

Trop de taxes. [Signature]

Les taxes. [Signature]

Je voudrais que nos dirigeants montrent l'exemple, payent les taxes et donnent un peu de leurs privilèges. [Signature]

Doucement sur taxes et retraites. Toujours les mêmes qui paient. [Signature]

Ne touchez pas à nos retraites. [Signature]

Trop c'est trop ! [Signature]

Bon courage. Un peu plus d'égalité. [Signature]

Baisser les salaires des présidents. [Signature]

Tout est à revoir, salaire, pension. [Signature]

En tant que privilégié, je comprends votre détresse. [Signature]

Courage et solidarité. C'est vous qui avez raison. [Signature]

Presque tout le monde s'arrête, beaucoup de personnes âgées ! « Y a trop... [bas de page tronqué à la photocopie] ».

Ne laissez pas tuer nos enfants, quand ils menacés devant témoins. Un interne a menacé de « retrouver Mme [NOM] dans le lycée ou ailleurs et ça se terminera mal ! ». Au lycée Marcel DASSAULT. [Signature]

Tout est scandaleux. Construire l'action !!! Et vous n'êtes que la partie émergée de l'iceberg. Quand tout le monde va bouger, ça va le réveiller, le Macron. Qu'il nous donne, à nos enfants et à nos retraités les moyens de vivre dignement. [Signature]

27. Manuscrit (majuscules), 5 lignes, 42 mots (44 signataires)

NOUS DEMANDONS LA RECTIFICATION DES TAXES QUI NOUS ASSASSINENT, NOUS PAUPÉRISENT ET TUENT L'AVENIR DE NOS ENFANTS. NOUS DEMANDONS L'ÉGALITE DEVANT L'IMPOSITION.

NOUS NE DEMANDONS PAS L'AUMÔNE, MAIS LA POSSIBILITÉ DE VIVRE DE NOTRE TRAVAIL, LA POSSIBILITÉ DE VIVRE DE NOS RETRAITES.

[Suit un tableau en trois colonnes : NOM, VILLAGE, SIGNATURE, avec 44 signataires de différentes communes de l'île de Ré]

28. Dactylographié (gras italique, 1 page agrafée), 30 lignes, 235 mots

Pour que tout revienne comme dans les années 60/70, rappelons la célèbre phrase de CHE GUEVARA : « Soyons raisonnables, demandons l'impossible ! »

Retour de l'ISF.

Augmentation immédiate de 20 % des salaires, pensions d'invalidité et de retraite.

Retour à la CSG à 5 % non imposable.

Suppression de la CRDS.

Défiscalisation du supplément familial.

Suppression de la 1^{ère} tranche et création d'une tranche supérieure pour les impôts sur le revenu.

Indexation des salaires, pensions d'invalidité et de retraite à l'inflation.

Réduction drastique du millefeuille administratif (ministères, Assemblée nationale, Sénat, régions, départements, communes, intercommunalités).

Tiers payant systématique pour tout ce qui concerne la vue, l'audition et la dentition.

Égalité dans les droits et les devoirs de chacun.

Arrêt du battage médiatique sur la couche d'ozone et les qualités supposées de l'électricité dans les moyens de transports alors qu'on freine des 4 fers pour implanter des champs éoliens terrestres et off shore et panneaux photovoltaïques.

Respect du quota d'embauche des administrations vis-à-vis des handicapés.

Suppression des avantages indus et indécents aux élus (présidents, Premiers ministres, etc.) à la retraite.

Limitation d'âge à 70 ans pour un mandat électif.

Retour à un mode de scrutin à la proportionnelle.

Retour au respect des élus envers les électeurs (suffisance, condescendance, métaphores inappropriées...).

Suppression des niches fiscales génératrices d'avantages discutables voire d'évasion fiscale.

Suppression des commissions, observatoires dont le rapport utilité/intérêt est proche de zéro mais le coût exorbitant.

Rivedoux-Plage, le 10 décembre 2018

[P. Nom]

[Signature]

[au bas de la page, tampon courrier arrivée 12 DEC 2018]

29. Manuscrit (2 pages de cahier A5 agrafées), 34 lignes, 152 mots

[tampon courrier arrivée 05 FEV 2019]

Doléances

1. Dissolution de l'Assemblée nationale.
2. Réduire de moitié le nombre de députés, sénateurs et secrétaires d'État.
3. Suppression de l'augmentation de la CSG pour les retraités.
4. Augmentation du SMIC.
5. Augmentation du minimum vieillesse.
6. Rétablissement plus ou moins de l'impôt sur les grandes fortunes.
7. Favoriser l'emploi pour les personnes handicapées et bien insister sur l'aide scolaire pour les enfants handicapés.
8. Augmentation du personnel hospitalier ainsi que leur salaire.
9. Revoir la formation des étudiants avant et après le baccalauréat – permettre aux jeunes avant d'entrer en seconde de se diriger vers une formation professionnelle eu lieu de continuer des études qui les mènent au chômage ou [à] un salaire dérisoire.
10. Enfin augmenter le pouvoir d'achat de sorte qu'il y ait moins de misère et de gens contraints de se rendre aux restaurants du Cœur pour se nourrir alors que d'autres abondent dans la richesse et l'excès.

30. Dactylographié (2 pages, encre bleue), 52 lignes, 466 mots (homme)

[Prénom Nom, Adresse, Mail]

Ma contribution citoyenne

AVERTISSEMENT

J'épargne au lecteur et au chargé de synthèse le cheminement de ma pensée par égard pour la tâche qui l'attend. Je m'en tiens aux conclusions.

France Europe

P1 – Œuvrer pour créer les conditions d'une convergence fiscale progressive entre les pays membres pour limiter l'effet paradis fiscal.

P2 – Idem à l'égard des conditions sociales auxquelles sont assujettis les résidents des pays membres : rémunérations, protection sociale pour limiter le tassement par le bas.

P3 – Amender les règles d'unanimité et du veto dans les domaines où ils s'appliquent.

P4 – Revisiter le dogme de la concurrence qui ne fait que générer l'élimination du plus faible et en fin de course les ententes illicites.

France

Finances

P1 – Élargir la participation des salariés aux conseils d'administration des entreprises.

P2 – Doter d'un droit de veto les représentants salariés dans le domaine de la rémunération des dirigeants afin d'enrayer la dérive de l'amplitude des rémunérations.

P3 – Limiter le nombre d'entreprises où une personne siège en qualité d'administrateur.

P4 – Abaisser progressivement le taux d'usure concernant les prêts aux débiteurs.

P5 – Prohiber la pratique des petits prêts de confort à court terme en renvoyant les nécessiteux vers des fonds de secours spéciaux d'État.

P6 – Affecter la part représentative de l'ex-ISF à la banque d'investissement d'État en charge de tonifier le tissu économique et industriel en laissant les fonds investis dans le patrimoine de l'investisseur.

P7 – Taxer les flux financiers.

P8 – Adjoindre à la retraite par répartition un volet capitalisation sous contrôle paritaire.

P9 – Revisiter l'indice des prix à la consommation en raison du divorce entre le ressenti et le mode de calcul.

Économie

P1 – Lutter contre les politiques de petits prix en tous domaines, soldes y comprises, afin de contrarier le suraffichage des périodes hors promotions. Tous les acteurs d'une filière doivent pouvoir vivre de leur travail.

Santé

P1 – Cesser de leurrer le consommateur de santé sous couvert de maîtrise des dépenses, ce qui dégrade l'outil. Le placer en situation de responsabilité devant l'inéluctable augmentation des coûts liés à l'augmentation de la durée de vie et au coût des techniques de soins.

Aménagement du territoire

P1 – Reprendre la pratique des plans en matière de transport et d'implantation des services publics.

P2 - Encourager le petit commerce et pénaliser l'implantation de nouvelles grandes surfaces de vente.

Communication d'État

P1 - S'interdire d'utiliser les termes modernisation, pédagogie en matière de réforme. Le contenu est suffisamment explicite.

P2 – Restreindre drastiquement les conseillers en communication en tous genres. Le bon sens y pourvoira.

Transition énergétique

P1 – Instaurer un système de bonus-malus avec plancher et plafond pour les consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de fioul.

J'ai fait mon devoir. J'ai d'autres idées en poche mais la mise en œuvre de celles énoncées ci-dessus prendraient, si elles sont retenues, un bon demi-siècle. Je passe le témoin.

[Prénom Nom]

[FIN]